



DÉLIBÉRATIONS

Le 4 juin 2026 à 15h20, les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au C.C.A.S., 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Zohra AMIMI

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER, Madame Zohra AMIMI, Madame Brigitte BROUT, Madame Marine CARON, Monsieur Samantigui DOUMBIA, Monsieur François HAINIGUE, Monsieur Dorian JUSTIN, Monsieur Jamal KHERBECHE, Madame Dominique LABARRE, Madame Clémentine LE DUEY, Madame Elisabeth MENESTRIER, Madame Adeline PIERRE, Madame Gaëlle SILVESTRE,

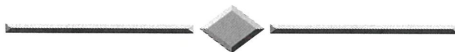
Étaient représentés :

Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI
Madame Élise BOQUIÉ ayant donné pouvoir à Monsieur François HAINIGUE
Madame Martine LELAIT ayant donné pouvoir à Madame Elisabeth ALAZARD-SCHNEIDER
Madame Juliana VIENNE ayant donné pouvoir à Madame Clémentine LE DUEY

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 29 mai 2026



DÉLIBÉRATIONS

33 CONVENTION DE COLLABORATION ENTRE LE SERVICE AUTONOMIE A DOMICILE ET L'UNA - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Le décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 relatif à la réforme des services autonomie à domicile, précise les modalités d'application et décrit les principes d'organisation et de fonctionnement desdits services, et inclut, dans son annexe 3-0, le cahier des charges.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. réuni le 12 décembre 2025 a validé la création du SAD et son organisation au 1^{er} janvier 2026.

Le SAD a reçu son autorisation au 1^{er} janvier 2026 pour 15 ans conjointement par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le Département de Seine-Maritime.

L'organisation du SAD doit être conforme au cahier des charges du décret 2023-608 du 13 juillet 2023. Elle implique une nouvelle organisation de travail pour les aides à domicile, jusque-là rattachées aux 4 résidences autonomie, pour l'équipe d'encadrement du futur SAD qui doit assurer la coordination de l'aide et du soin.

Pour le secteur de l'aide, une nouvelle organisation de travail pour les aides à domicile est mise en place. En effet, le décret 2023-608 du 13 juillet 2023 prévoit que le territoire d'intervention du secteur aide et du secteur soin doit être identique. Cela implique pour les agents aides à domicile de devoir prendre en charge des bénéficiaires en dehors des résidences autonomie.

Jusqu'ici, le service prestataire intervenait dans les résidences autonomie du lundi au samedi hors dimanches et jours fériés. Le décret prévoit cette possibilité à condition que le service puisse conventionner avec d'autres services prestataires du secteur susceptibles d'intervenir les dimanches et jours fériés. Cette convention doit aussi permettre au SAD de travailler en étroite collaboration avec un partenaire du secteur de manière à pouvoir répondre aux besoins des usagers.

En effet, le secteur soin compte un maximum de 86 personnes accompagnées. Toutes ces personnes sont susceptibles d'avoir recours à des aides à domicile pour sortir du secteur soin (relais d'accompagnement) ou pour obtenir un accompagnement conjoint aide et soin. La capacité actuelle de l'activité aide ne permet pas de répondre aux besoins de ces 86 personnes (8 ETP). Il est donc nécessaire pour le service de disposer de conventions avec d'autres services prestataires afin de pouvoir répondre à tous les besoins des usagers en coordination.

L'ancien service du SSIAD travaille en étroite collaboration avec différents services prestataires de la ville de Rouen, l'UNA en fait partie.

D É L I B É R A T I O N S

Les coordinatrices du secteur soin ainsi que les référentes de secteur sont identifiées, sont habituées à travailler conjointement. Des binômes entre les soignants du SAD ont également lieu chez des patients avec des aides à domicile de l'UNA. La coordination entre les deux services existe depuis plusieurs années. Le SAD souhaite donc signer une convention de collaboration avec le service de l'UNA pour une durée de cinq ans.

Ladite convention est annexée à la présente délibération.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Approuver les termes de la convention avec l'UNA.
- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant à la signer.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU la Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale,

VU la Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement,

VU la Loi n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie,

VU le Décret n° 2023-608 du 13 juillet 2023 relatif à la réforme des services autonomie à domicile,

VU le Code d'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L.312-1, L. 313-1-3 et R.123-20,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du CCAS de Rouen du 12 décembre 2025 relative à la création d'un Service Autonomie à Domicile à compter du 1^{er} janvier 2026,

CONSIDÉRANT l'obligation pour le CCAS de se conformer au cahier des charges annexé au décret n°2023-608 du 13 juillet 2023 en matière d'organisation et de fonctionnement du Service Autonomie à Domicile,

CONSIDÉRANT les nouvelles modalités de fonctionnement du Service Autonomie à Domicile

CONSIDÉRANT la volonté du CCAS de renforcer la qualité des services à domicile en faveur des aînés de Rouen,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

- Approuve les termes de la convention entre le SAD et l'UNA.
- Autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention jointe en annexe.

DÉLIBÉRATIONS

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES :

Votants :

- Pour : 17
- Contre : 0
- Abstention : 0
- Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.